



acc

p.B.15.21.J.(5) - CA/lu

Bitte dieses Zeichen in der Antwort wiederholen
 Prière de rappeler cette référence dans la réponse
 Pregasi rammentare questo riferimento nella risposta

Visite de M. l'Ambassadeur Roberto Gaja
 Secrétaire général du Ministère italien des Affaires
 étrangères

à Berne, le 10 mai 1974

Procès-verbal des conversations au Département politique,
 de 14.50 à 17.30 h

Délégation italienne:

M. Roberto Gaja	Ambassadeur, Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères
M. Adalberto Figarolo di Gropello	Ambassadeur à Berne
M. Luigi Vittorio Ferraris	Ministre, MAE à Rome
M. Ugo Barzini	Ministre-Conseiller à Berne

Délégation suisse:

M. Ernesto Thalmann	Ambassadeur, Secrétaire général du Département politique
M. Rudolf L. Bindschedler	Ambassadeur, Jurisconsulte
M. Charles Müller	Ambassadeur, Chef de la Divi- sion politique I
M. François de Ziegler	Ambassadeur, Chef du Secréta- riat politique
M. Karl Fritschi	Suppléant du Chef de la Divi- sion politique I
M. Claudio Caratsch	Adjoint diplomatique

./.



- 2 -

I. Questions de politique internationale

1. Tour d'horizon

M. Thalmann relève que la Suisse suit avec attention les crises que traversent actuellement les rapports inter-atlantiques et inter-européens. On a pu se demander si l'objectif des Etats-Unis, vis-à-vis de la Communauté, ne serait pas d'empêcher celle-ci de prendre ses décisions toute seule, de parler d'une seule voix et de négocier bilatéralement avec eux. Après la crise d'octobre dernier, le débat a trouvé une nouvelle dimension par la volonté américaine d'amalgamer aux questions politique, économique, énergétique et monétaire celle de la défense commune. Il nous paraîtrait plus judicieux que ces problèmes spécifiques continuent à être traités au sein d'organismes appropriés, d'autant plus que ces questions débordent en partie le cadre américano-communautaire et intéressent le monde industriel dans son ensemble.

Parmi les questions qui touchent surtout la CE, l'orateur évoque les récentes mesures italiennes qui risquent de compromettre, si elles conduisent à un processus de prolifération, les efforts de libéralisation commerciale - même si elles ont été prises sous le coup de la nécessité pour laquelle la Suisse a une pleine compréhension; l'atmosphère plus détendue des entretiens de Gynnich; les incertitudes du dossier Grande-Bretagne - Marché commun.

Il se penche aussi sur les difficultés intérieures de trois protagonistes importants de l'Alliance atlantique, les Etats-Unis, la France et nouvellement l'Allemagne. Puis il pose le problème de l'analyse des relations Est - Ouest, et des trois volets des relations russo-américaines, MFR/CSCE, SALT et Moyen-Orient, entre lesquels l'URSS pourrait essayer de créer un amalgame. Du côté américain, on semble disposé à associer le Kremlin aux efforts en vue du désengagement syro-israélien. Les intentions réelles de l'URSS en Méditerranée orientale sont encore une question sur laquelle il apprécierait de connaître l'opinion italienne, comme sur les développements qui précèdent.

M. Gaja estime que la crise d'octobre 1973 a fait tomber l'illusion d'une Europe forte économiquement, qui serait en train de bâtir l'union politique, ainsi que celle d'un monde multipolaire dans l'équilibre des dissuasions nucléaires. Il devenait évident en même temps que l'Europe était mal placée pour interpréter la diplomatie arabe qui se révélait soudain efficace.

./.

- 3 -

La sécurité s'analysera désormais sous deux aspects: militaire et économique, tout-à-fait distincts, au contraire de la phase "Plan Marshall".

Cette dualité a entraîné une fissure dans l'Alliance atlantique; il en découla un double paradoxe: d'une part, la tendance à consolider les relations avec les Etats-Unis, surtout en période de crise, contrastant avec l'impossibilité de suivre l'allié dans ses manoeuvres philo-israéliennes; d'autre part, la définition d'un nouvel objectif arabe, consistant à détacher les Européens des Etats-Unis par une pression économique, l'embargo pétrolier contre l'Italie malgré sa position plutôt favorable aux Arabes (pour des raisons historiques) ne pouvait conduire au but, puisque les membres de l'Alliance restaient proches des Etats-Unis.

L'on essaya de se tirer de cette situation par une politique européenne commune, dont le but aurait été d'éviter une politique arabe discriminatoire envers certains pays, et en même temps une façon de couvrir les gouvernements envers l'opinion publique nationale. Or, l'attitude française empêcha la formation d'une position commune jusqu'à ce qu'il fût trop tard: après la déclaration du 22 octobre, puis celle du 6 novembre, il fallut procéder à une surenchère continue concernant les territoires occupés. Mais même la déclaration de Copenhague vint après l'accord de désengagement égypto-israélien, c'est-à-dire trop tard pour la diplomatie arabe.

Passant en revue les relations avec les Etats-Unis, l'orateur s'arrête surtout à l'attitude de M. Kissinger concernant les déclarations communes: en "négociateur-né", l'homme d'Etat américain veut une contrepartie à la reconnaissance de l'Europe unie, et ce seraient les consultations. Or, l'Italie estime que l'Europe unie découle du Pacte atlantique et qu'elle est dans l'intérêt américain. M. Kissinger aurait, de plus, analysé de façon erronée la position française sur la déclaration du 23 avril; la tentative française, d'octobre à décembre 1973, de jouer un rôle de premier interlocuteur des Arabes, fut alors pour lui une grave déception. Le débat de procédure sur les consultations partait dans de mauvaises conditions. Gymnich a produit un consensus sur quelques idées claires: accord sur le principe de réciprocité; commencer les consultations le plus tôt possible; renoncer à fixer une procédure par des formules écrites. Du côté américain, on laisse planer le doute sur la suite. Il y a une proposition britannique de sortir de cette situation par un communiqué solennel. Le Comité politique et les Ministres auront encore à s'en occuper en juin. Il faudra encore trouver des formes qui ne froissent

./.

- 4 -

ni Américains, ni Français.

Le projet de conférence Europe-Arabes pourrait alors être poursuivi. Si ce projet n'aboutissait pas, la consultation politique des Neuf risquerait de perdre toute crédibilité: on verrait que l'Europe n'est pas en mesure de vivre sans soutien américain. Les Arabes perdraient tout intérêt pour l'Europe. Mais la conférence Europe-Arabes devrait suivre la conférence producteurs-consommateurs préparée par M. Kissinger, qui a eu une position juste tout au long de la crise énergétique; l'Italie a d'ailleurs soutenu le projet de la Conférence de Washington comme elle appuie les efforts du comité de coordination.

A la session extraordinaire des N.U. sur les matières premières, les pays occidentaux, placés seuls face aux pays du Tiers-Monde, n'ont pas réussi à scinder le groupe des "77". Il est nécessaire de sortir de cette impasse avant la session ordinaire des Nations Unies: tel pourrait être le but des Etats-Unis en mettant sur pied un projet d'aide aux pays qui pourraient faire éclater le groupe des "77".

En ce qui concerne la construction européenne, la situation présente est caractérisée par les idées françaises sur une constitution politique de l'Europe. Les idées, esquissées avec beaucoup de détails, ont soulevé un certain intérêt à Gymnich. Il est vrai que le gouvernement travailliste anglais est en train de changer les données: on est déçu non seulement de son opinion sur la Communauté, mais encore plus par son opposition à l'union politique. Tout cela sera discuté par la Commission politique et les Ministres en juin. Les Etats-Unis, au demeurant, s'efforcent de freiner toute cette évolution, soit par une action directe, soit en poussant en avant des pays qui leur sont proches. Il faudrait parvenir à apaiser les craintes des Etats-Unis quant à leurs intérêts politiques majeurs; la France devrait en particulier s'y employer.

En examinant les diverses négociations militaires, on trouve que la deuxième phase de SALT ne pourra débiter de manière utile avant que les Russes n'aient amélioré leur position par la "mirroration" poussée de leurs missiles. Pendant ce temps, les Américains améliorent la précision de leurs fusées (MARV). Leur proposition d'un critère fondé sur le "throw-weight" ne convient pas à l'URSS; pour réussir la négociation, il faudra trouver une formule combinant l'équilibre numérique avec quelque base quantitative.

La situation est tout aussi difficile en ce qui concerne la négociation MFR de Vienne. L'URSS n'acceptera pas d'y faire des concessions avant la clôture de la CSCE.

./.

- 5 -

On voit à Genève que les Russes ne veulent même pas parler des CBM. C'est probablement qu'ils se réservent de négocier ultérieurement de tout cela ensemble avec d'autres questions, telles que la défense nucléaire rapprochée, problème qui est militairement dépassé mais qui a une importance politique pour l'Europe. L'Italie craindrait un abandon américain dans cette affaire, puisqu'en retirant des installations nucléaires d'Europe, le personnel américain serait aussi retiré.

Répondant à une question de M. Thalmann, M. Gaja estime que l'aspect tragique de tout ce complexe vient de la supposition que les dirigeants américains pourraient être poussés par de graves difficultés intérieures à quelque action désespérée. Bien qu'il ne partage pas l'opinion de M. Jobert selon laquelle il y aurait un marchandage des deux grands mettant en jeu les SALT et le Moyen-Orient, M. Gaja voit tout de même des liens entre la CSCE et la situation au Moyen-Orient. Si M. Kissinger ne réussit pas dans ses efforts de désengagement des forces au Moyen-Orient, les Arabes se serviront de nouveau de l'arme du pétrole. Cela aura des répercussions sur la détente Est-Ouest qui sera déjà mise à l'épreuve par la disparition de M. Brandt.

Pour l'instant, les Russes veulent sans doute diminuer leur engagement au Moyen-Orient et accélérer l'ouverture du canal de Suez parce que leurs intérêts majeurs se trouvent en Asie. Les Américains ont là un atout. Mais la violence de l'intervention de M. Kissinger en automne, (ayant l'impression d'avoir été joué lors des entretiens du 22 juin à Moscou), a alerté, à son tour, les Russes qui voudraient maintenir une présence limitée dans cette région aux arrières du théâtre d'une démonstration classique de diplomatie, - leurs opérations en Pakistan et Afghanistan.

Touchant la question des mesures pour limiter les importations, M. Gaja reconnaît qu'elles créent des difficultés à tous les partenaires commerciaux de l'Italie. Imposées par la situation de la balance des paiements, elles ne représentent pas des mesures commerciales mais sont destinées à diminuer la liquidité intérieure. L'Italie devra prendre encore d'autres mesures contre l'inflation qui résulte de la crise du Moyen-Orient. Mais l'Italie est partisane de la liberté du commerce et reste déterminée à participer loyalement à la Communauté européenne.

M. Thalmann marque à cet égard l'inquiétude que cause en Suisse l'effet de ces mesures sur plusieurs produits sensibles traditionnellement exportés en Italie, tels que les fromages, le bétail d'élevage et les montres suisses.

./.

- 6 -

Il mentionne ensuite la dépendance de notre économie des importations de produits pétroliers raffinés (20 % viennent d'Italie) et exprime le souhait que les livraisons italiennes se poursuivront à l'avenir. Il remercie son visiteur du soutien du MAE en automne dernier, lorsqu'il y eut des difficultés avec les exportations pétrolières italiennes.

M. Gaja souligne que ces exportations sont dans l'intérêt de l'Italie qui a un potentiel de raffinage pour l'exportation.

2. CSCE

M. Thalmann exprime la satisfaction de la collaboration fructueuse entre les délégations des deux pays.

M. Bindschedler développe l'interprétation de l'état des négociations en s'arrêtant au SRPD, pour lequel la Suisse envisagerait une décision de procédure pour continuer le travail sur la base de notre proposition. Cette manière de laisser la porte ouverte serait meilleure que le renoncement au caractère obligatoire du projet.

La discussion sur les principes politiques nous a déçus; on semble même reculer par rapport à la réunion d'Helsinki. Pour les CBM, il sera difficile d'arriver à un résultat quelconque. La situation pour la deuxième corbeille est un peu meilleure. Pour la troisième corbeille, il n'est pas exclu qu'on pourra obtenir quelque chose de concret, bien que d'importance modeste, en se concentrant sur l'essentiel: la liberté de l'information et les contacts humains. Par ailleurs, il y a eu un trop grand nombre de propositions de contenu moins important qui risquent de noyer l'essentiel.

Pour la question des suites, la Suisse serait en faveur d'un comité à réunir périodiquement, sans institution nouvelle ni secrétariats permanents. Un tel organe comporterait plusieurs avantages pour la position des Occidentaux. Mais il est trop tôt pour en parler au sein de la Conférence.

En résumé, il faut douter de la possibilité de finir tout le travail avant l'été. Sans doute, il pourrait apparaître une crise dans les négociations qui conduirait à l'adoption d'un paquet. Les neutres ont cependant l'impression d'une certaine collusion des deux Grands (telle qu'elle apparaît clairement dans la question des CBM) qui voudraient pousser les autres participants à une conclusion rapide. Il faut relever enfin la désunion entre les Occidentaux qui contraste avec le front commun qu'ils présentaient à Helsinki.

./.

- 7 -

M. Gaja relève de son côté que les deux délégations ont cultivé d'excellents rapports entre elles. Du côté italien, l'analyse de la situation à Genève est presque identique à celle qu'on vient d'entendre.

L'Italie désirait des résultats plus ambitieux pour le catalogue des principes. Sur la question des frontières, on a fait aux Russes une concession importante un peu trop vite. Le maigre résultat de la troisième corbeille n'est qu'un début à développer. Sur les suites, l'Italie est un peu moins avancée, mais estime qu'il faudra se mettre d'accord entre Occidentaux quand ce sera le moment d'en parler à la Conférence. Pour la date de la troisième phase, l'Italie veut résister à l'insistance soviétique en exigeant d'abord des résultats. Les Américains ont d'ailleurs démenti que Kissinger aurait pris à Moscou des engagements quant à la date, ce qui permet aux Occidentaux d'être plus durs.

M. Ferraris s'exprime encore sur le nombre de propositions dans la troisième corbeille, qu'il explique par le désir des Neuf de disposer d'un éventail large de questions pour avoir des possibilités de négociation. Mais il est d'accord sur la définition de ce qui est essentiel.

Il exprime encore son pessimisme quant aux chances du SRPD, que l'Italie a soutenu contre vents et marées. Il estime aussi que sur les CBM, les Soviétiques ont fait deux pas en arrière.

II. Questions bilatérales

M. Thalmann aborde ce chapitre en constatant que les relations bilatérales sont bonnes, bien que nous n'ignorions pas qu'il existe certains problèmes particuliers. En ce qui concerne le plus important d'entre eux, on ne peut l'évoquer en ce lieu. Le moment n'est d'ailleurs pas propice. Mais nous savons que du côté italien on ne peut faire abstraction des problèmes de politique intérieure. Le problème devra graduellement être réglé dans la période à venir; il ne faudrait pas qu'il jette une ombre sur les rapports amicaux entre nos deux pays.

M. Gaja constate à son tour que les relations bilatérales sont excellentes et qu'on s'emploie des deux côtés à les améliorer encore. Il sait qu'on prépare en Suisse un arrêté fédéral sur le problème évoqué par M. Thalmann: il voudrait exprimer le voeu que ce texte ne contienne rien qui mette les autorités italiennes dans une situation difficile,

./.

- 8 -

et ne bloque pas les possibilités d'arrangements par des mesures législatives qui auraient un effet au niveau de l'opinion publique italienne.

Il soulève ensuite la question des fondations Balzan. Au cours de sa réunion du 2 mai à Milan, la Fondation "Premio" a décidé de nommer un comité des prix, ce qui régularisera la situation juridique. Il faudrait parvenir à une distribution des prix le plus vite possible pour montrer que les Fondations ont dépassé leur crise et sont de nouveau en mesure de remplir leur but.

M. Thalmann constate, qu'après l'assainissement de la situation financière, le montant assez considérable de 1 million de francs serait disponible dès 1975 pour des prix. Les membres suisses ont participé à la récente réunion de la Fondation "Premio". La seule difficulté semble être aujourd'hui le délai que causerait une révision des statuts. Au demeurant, il fera connaître aux services suisses compétents le désir des autorités italiennes d'accélérer la distribution des prix.

M. Gaja désirerait connaître les difficultés qu'on craint du côté suisse, pour pouvoir, de son côté, faciliter une solution.

Il expose ensuite la position italienne au sujet du statut de la zone B du territoire de Trieste.

Etant donné l'importance stratégique pour l'Italie d'une Yougoslavie non-engagée et les relations multiples entre les deux pays, l'Italie a le désir sincère de régler définitivement la question.

La situation actuelle découle en partie des stipulations du Traité de paix: 24 km de frontière non délimitée, existence de poches des deux côtés, répartition des eaux de l'Isonzo. Depuis 1962, la Yougoslavie a boycotté la commission mixte. D'autre part, il y a les problèmes évoqués par le memorandum de Londres, qui laisse d'ailleurs ouverts certains points: pas de frontière maritime, nationalité des minorités, propriété italienne dans la zone B.

Dès que la Yougoslavie a exigé en 1962 la reconnaissance de sa souveraineté sur la zone B, l'Italie a soumis une liste de 18 points à négocier, qui ont été concentrés en cinq points appelés "Plateforme de Raguse" à la suite d'une entrevue des deux ministres des affaires étrangères à Dubrovnik.

./.

- 9 -

Ensuite, les Yougoslaves ont eu une attitude attentiste, puis provocatrice, allant jusqu'à nationaliser la propriété italienne en zone B; enfin, en janvier, la ligne de démarcation a été transformée en frontière d'Etat.

Selon l'Italie, le memorandum de Londres n'est pas un traité d'Etat et ne saurait donc avoir des effets territoriaux. Une première note italienne fut interprétée par les Yougoslaves comme une revendication de la zone B comme terre italienne. Mais l'Italie, qui reste prête à négocier, a l'impression qu'il s'agit du côté yougoslave d'une campagne de propagande préparée d'avance. Il serait désirable que ce contentieux puisse être réglé avant la Conférence de Helsinki.

M. Gaja remercie enfin ses hôtes suisses de leur excellent accueil et invite M. Thalmann à lui rendre ultérieurement visite à Rome, pour une poursuite des échanges de vues.

Procès-verbal: C. Caratsch

Berne, le 27 mai 1974